Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La Commission de l'Union européenne veut plusieurs milliards d'euros pour l'armement

Par Christoph Vandreier
Mondialisation.ca, 04 décembre 2016
wsws.org 2 décembre 2016

Région : L'Europe
Thème: Militarisation

À la suite de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, les puissances européennes poursuivent rapidement les projets de réarmement militaire. Mercredi, la Commission de l'Union européenne (UE) a présenté des propositions visant à augmenter les dépenses militaires et à renforcer la coordination à l'échelle européenne dans la recherche et du développement des armements.

Le principal changement impliquera la restructuration des mécanismes et sources de financement concernés de l'UE pour les orienter vers la production d'armes. Après l'utilisation des institutions de l'UE pour mettre en œuvre des attaques contre les droits sociaux et démocratiques au cours des dernières années, l'appareil bureaucratique va maintenant être déployé pour une politique de guerre profondément impopulaire et le renforcement de l'armée.

La Commission a proposé la création d'un fonds européen de défense. L'objectif du plan est « que les États membres achètent, développent et conservent en commun l'éventail complet des capacités terrestres, aériennes, spatiales et navales », indique un document de la Commission.

Les principaux domaines d'intervention seront l'élargissement des capacités de surveillance, le développement de drones armés, l'accès à l'espace (hors missions habitées) et la cybersécurité. C'est précisément dans ces domaines que les puissances européennes restent fortement tributaires des États-Unis.

La Commission a reconnu que : « Dans l'ensemble, l'Europe a le deuxième plus haut niveau de dépenses militaires. Pourtant, l'Europe traîne derrière les États-Unis et souffre d'une utilisation inefficace des moyens, qui peut être liée à un chevauchement des structures, un manque d'interopérabilité et des lacunes technologiques ».

Par conséquent, des investissements importants sont nécessaires et la coopération en matière de défense doit être réalisée, selon la Commission européenne. C'est seulement de cette façon que l'expertise nécessaire peut être obtenue et ses ressources utilisées efficacement pour assurer « l'autonomie stratégique de l'UE ».

Dans la pratique, le « fonds de défense » comprendra deux parties. La première sera financée par des fonds de l'UE et soutiendra la recherche en armement. À partir de 2020, 500 millions d'euros y seront consacrés annuellement, une somme vraisemblablement trouvée grâce à des réductions dans les programmes civils de l'UE. Actuellement, tous les

membres réunis de l'UE consacrent 2 milliards d'euros à la recherche sur les armes. Le fonds de l'UE représenterait donc une augmentation du financement de 25 %.

La deuxième partie beaucoup plus importante couvrirait le développement et l'achat d'équipement militaire. Les États membres coordonneront leurs achats grâce à cette fonction selon la demande. Si la France, l'Allemagne et l'Italie ont tous l'intention d'acheter des transporteurs de troupes blindés, par exemple, ils ne devraient pas les commander individuellement à l'avenir, mais coordonner les achats par le biais du fonds de défense. La Commission estime un montant brut de 5 milliards d'euros par an. Mais aucun plafond sur la taille du fonds n'a été établi.

Un élément central du projet est que les investissements réalisés à travers le fonds de défense ne seront pas pris en compte lorsqu'il s'agit de déterminer le déficit budgétaire de chaque État. Le document de la Commission indique que ces investissements seront « considérés comme des mesures "ponctuelles" dans l'esprit du pacte de stabilité et de croissance et ne porteront donc pas atteinte aux efforts de consolidation structurelle attendus des États membres ».

Dans la pratique, cela signifie que les États membres qui enfreignent les critères de déficit seront punis s'ils utilisent des fonds pour des emplois civils, des hôpitaux, des projets d'infrastructures ou des écoles, mais pas lorsqu'ils investissent les mêmes prêts pour des chars, des sous-marins et des avions militaires.

En Grèce, l'insistance de l'UE sur la réduction de la dette a entraîné la mort de personnes souffrant de maladies pouvant être traitées, la hausse du chômage des jeunes à près de 50 % et des baisses de salaires drastiques. En revanche, les vannes doivent être ouvertes pour les prêts destinés à l'expansion militaire.

Le renforcement militaire est entrepris en étroite collaboration avec les entreprises qui en bénéficieront. Le fonds de défense sera géré par un comité de coordination qui, avec des représentants des États membres et de l'UE, comprendra également des lobbyistes de l'industrie de l'armement.

En outre, la Commission européenne injectera de grandes quantités de ressources, actuellement destinées à des projets civils et économiques, dans l'industrie de l'armement. Par exemple, la Banque européenne d'investissement (BEI) « accordera des prêts, des garanties et son propre capital pour l'expansion des activités continues dans le domaine des biens ayant une double fonction », selon le document. De cette façon, la règle interdisant le financement des sociétés d'armement sera contournée.

D'autres sources de financement de l'UE, telles que Erasmus+ et le financement des pôles régionaux d'excellence, auxquels participent également les universités, seront de plus en plus orientées vers la recherche et la production militaires.

La Commission a noté que ses propositions ne portaient pas sur la création d'une armée européenne, mais que le matériel développé et acheté conjointement resterait en la possession de chaque État membre.

Mais les propositions correspondent au projet pour une « union de sécurité et de défense » qui sera discuté lors du sommet de l'UE le 15 et 16 décembre. Le gouvernement allemand est le principal moteur des appels à une armée européenne et à l'intégration de la politique

étrangère européenne. Berlin espère ainsi dominer les structures de l'UE et accéder à la position d'une puissance mondiale.

Mardi, le ministre européen des Affaires étrangères, Michael Roth, a souligné cette position lors de la Conférence de Berlin sur la sécurité. Surtout après le vote pour le Brexit et l'élection de Trump, l'Allemagne avait selon lui besoin « d'une politique étrangère européenne responsable. Dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, l'UE ne peut pas se permettre de rester à l'écart et de ne prendre aucune mesure ».

Roth a poursuivi en ces termes : « L'UE doit donc maintenant assumer réellement la responsabilité de la paix et de la sécurité dans le monde, en tant que gestionnaire de crise et négociateur et oui, si nécessaire, militairement ». Cette politique de guerres et d'interventions doit être accélérée suite à la publication du document de la Commission européenne.

Christoph Vandreier

Article paru en anglais, WSWS, le 2 décembre 2016

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Christoph Vandreier, wsws.org, 2016

Articles Par : Christoph Vandreier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca